

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 4 FÉVRIER 2021

Délibération n° 2021-009- DC

Date d'affichage :

Le 11 février 2021

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 64
Excusé(s) : 11
Dont représenté(s) : 7
Absent(s) : 6

Nombre de votants : 71

Secrétaires de séance :

Colette GAGNEUX de Doué-en-
Anjou et Pierre de BOUTRAY de
Saint Macaire du Bois

Le quatre février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis, en visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt neuf janvier deux mille vingt et un. .

Présents : (64)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Excusés : (11)

Guy BERTIN, Sophie TUBIANA, Didier ROUSSEAU, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Alain BOURDIN, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON

Dont excusés ayant donné pouvoir : (7)

Guy BERTIN à Béatrice BERTRAND, Sophie TUBIANA à Isabelle DEVAUX, Gérard POLICE à Christian RUAULT, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Sylvie TAUGOURDEAU, Noël NERON à Béatrice GUILLON.

Absents : (6)

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Emmanuel BRAULT, Benoît LAMY, Sylvain LEFEBVRE

RÉSEAU DE TRANSPORTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - CONTRAT "OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC" POUR L'EXPLOITATION DU RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - AVENANT N° 3

CONSIDÉRANT la nécessité de faire évoluer le contrat de service public entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la SPL Saumur Agglobus afin d'intégrer les évolutions du réseau.

Il est proposé d'effectuer les modifications suivantes :

Les évolutions du réseau sont les suivantes et effectives depuis le 1^{er} septembre 2020 :

- ✱ Modifications de circuits suite à la rentrée scolaire de septembre 2020 :
 - services en sous-traitance - affrètement : modification de certaines lignes pour tenir compte des besoins scolaires, ajout de deux circuits transférés de la Région Pays de la Loire au 1^{er} septembre 2021 ;
 - services gérés par la SPL Saumur Agglobus : ajout et suppression de lignes pour tenir compte des besoins scolaires ;
- ✱ Reprise du poste « Conseiller en mobilités » à partir du 2 janvier 2021 : missions prises en charge à hauteur de 50 % par la SPL et 50 % par l'Agglomération Saumur Val de Loire, pour une période d'expérimentation d'une année (2021) ;
- ✱ Modification du service de navette Navis (desserte du centre-ville de Saumur) : seulement le samedi matin de 9h à 13h à partir du 2 janvier 2021 ;
- ✱ Amortissement : report d'une année de l'investissement d'un véhicule (mini-car) et de l'application mobile (prévu initialement en 2020).

		en HT valeur 2019	
		2020	2021
1	Modification circuits à partir de septembre 2020	-3 729 €	35 845 €
2	Création Poste Conseiller en mobilités	0 €	18 000 €
3	Navette Navis seulement le samedi matin à partir du 2 jan 2021	0 €	7 714 €
4	Amortissement : report investissement véhicule et application mobile en 2021,	-10 833 €	
Total (1+2+3+4)		- 14 562 €	61 559 €

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210215-2021-009-DC-DE
Date de télétransmission : 15/08/2021
Date de réception préfecture : 15/02/2021

Les évolutions citées ci-dessus impliquent de mettre à jour les annexes suivantes :

- l'annexe 2 « description des services du réseau » transport scolaire ;
- l'annexe 3 « Offre kilométrique de référence pour le réseau » ;
- l'annexe 10 « Plan de renouvellement et objectif d'âge maximal et moyen du parc de véhicules » ;
- l'annexe 11 « investissement biens mis à disposition par le prestataire » ;
- l'annexe 15 « compte d'exploitation prévisionnel ».

La rémunération annuelle forfaitaire prévue par l'avenant 2 au contrat est la suivante :

année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Rémunération forfaitaire annuelle	2 172 044	4 768 374	5 966 354	6 411 635	6 385 134	6 400 641	3 501 772

TARIF VALEUR JUILLET 2019,
2019 : DE JUILLET A DÉCEMBRE 2019
2025 : DE JANVIER A JUIN 2025

Il est ainsi proposé de remplacer la rémunération actuelle par la rémunération suivante :

année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Rémunération forfaitaire annuelle	2 172 044	4 753 812	6 027 913	6 537 494	6 514 326	6 526 501	3 576 668

Aussi,

Vu le règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'article 16 de l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016 qui stipule que la présente ordonnance n'est pas applicable aux contrats de concession attribués par un pouvoir adjudicateur, y compris lorsqu'il agit en qualité d'entité adjudicatrice, à une personne morale de droit public ou de droit privé lorsque les conditions suivantes sont réunies : 1° Le pouvoir adjudicateur exerce sur la personne morale concernée un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services ; 2° La personne morale contrôlée réalise plus de 80 % de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées par le pouvoir adjudicateur qui la contrôle ou par d'autres personnes morales qu'il contrôle.

Vu la délibération n°2019/034 DC approuvant le contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transports de la communauté d'agglomération à compter du 1er juillet 2019 pour une durée de 6 ans, décidant d'attribuer directement le contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la Communauté d'Agglomération à la SPL Saumur Agglobus et autorisant son Président à signer le dit contrat,

Vu la délibération n°2019-147 DC approuvant l'avenant n°1 au contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire »,

Vu la délibération n°2020-192 DC approuvant l'avenant n°2 au contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire »,

Vu l'avis favorable de la Commission « Mobilités » du 10 décembre 2020 et du 14 janvier 2021,

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210215-2021-009-DC-DE
Date de réception en préfecture : 15/02/2021

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser un avenant n°3 afin de prendre en compte les ajustements de services et l'actualisation des annexes 2 (transport scolaire et réseau périurbain), **3, 8, 10, 11, 12 et 15.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE RÉALISER** un avenant n°3 afin de prendre en compte les ajustements de services et l'actualisation des annexes suivantes :

- l'annexe 2 « description des services du réseau » transport scolaire ;
- l'annexe 3 « Offre kilométrique de référence pour le réseau » ;
- l'annexe 10 « Plan de renouvellement et objectif d'âge maximal et moyen du parc de véhicules » ;
- l'annexe 11 « investissement biens mis à disposition par le prestataire » ;
- l'annexe 15 « compte d'exploitation prévisionnel ».

Le Conseil communautaire est invité à délibérer.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 71 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

15 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture :

15 FEV. 2021

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Pour Extraît Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	1. Commande publique	1.2 Délégations de service public 1.2.3 Modifications de contrats
-------------------	----------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »